



**Green  
Development  
Advocates**  
*For a Green Congo Basin*

# Rapport bi-annuel 2021 - 2022



# Table des matières

AVANT-PROPOS	3
A PROPOS DE GDA	4
PRINCIPAUX CHANGEMENTS OBTENUS	5
La campagne contre la conversion des forêts primaires au Cameroun	5
Influence des lois/politiques/stratégies/pratiques au niveau national et international relatives à la gestion des ressources naturelles et aux droits des communautés	8
Promotion du respect des droits fonciers et forestiers traditionnels des communautés locales et autochtones	10
Promotion de l'agroécologie	12
Renforcement des capacités de la société civile et la recherche dans le domaine de la gestion des ressources naturelles	13
HONNEURS A NOS PARTENAIRES	14
LA VALEUREUSE EQUIPE DE GDA	15

# Avant propos

Les deux dernières années (2021-2022) ont vu le travail de GDA se renforcer et s'intensifier auprès des cibles. Il ne fait aucun doute que l'organisation a grandi en notoriété et en efficacité.

De façon globale, nos activités ont tourné autour de la sécurisation des espaces coutumiers des populations riveraines des agro-industries, la campagne contre la conversion des terres au Cameroun a ainsi pris de l'ampleur tandis que la loi forestière dont la révision a été engagée en 2008 reste toujours attendue ; le Cameroun ayant pris un certain nombre d'engagements au niveau national et international pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts. Nous avons également travaillé pour une meilleure prise en compte des droits des communautés riveraines dans la construction du barrage de Nachtigal.

Sur la plan organisationnel GDA a enrichi ses outils de fonctionnement à travers l'élaboration et l'adoption d'un Code Ethique et de Déontologie Professionnelle, d'une Politique Genre qui s'ajoute au Manuel de Procédures Administrative et Financière déjà existant. Également dans son souci d'améliorer sa communication, un site



web ([www.gdacameroon.org](http://www.gdacameroon.org)) fonctionnel a été créé.

Nous exprimons notre profonde gratitude à tous nos partenaires techniques et financiers dont les contributions/soutiens ont contribué à la réussite de nos efforts, et qui nous conforte et nous interpelle à davantage d'ardeur au travail pour la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie des populations autochtones et locales. Notre gratitude va également aux populations avec lesquelles nous travaillons, pour nous avoir permis de partager leur quotidien, et, enfin, à cette jeune et dynamique équipe engagée et dévouée qui, ayant épousé sa vision, se bat tous les jours pour que GDA remplisse les missions qu'elle s'est fixée.

**Aristide Chacgom**  
Coordonnateur

# A propos de GDA

## Qui sommes-nous?

Green Development Advocates (GDA) est une Organisation de la Société Civile (OSC) de droit camerounais, créée en 2009 par un groupe multidisciplinaire d'anciens cadres des ONG œuvrant dans le même secteur

d'activité. Elle a été légalisée le 30 juin 2011 et œuvre pour un développement respectueux des exigences sociales et environnementales.

## Quelle est notre mission?

Contribuer au développement durable des forêts tropicales africaines dans le respect des cultures, des droits, des intérêts et des

besoins des peuples africains avec une attention particulière portée aux peuples autochtones de la forêt.

## Que visons-nous?

- Promouvoir la bonne gouvernance environnementale ;
- Intégrer la prise en compte de l'environnement dans les initiatives locales de développement et dans les politiques des acteurs modernes (Etats, Agences d'aide, secteur privé, etc.) ;
- Mettre à la disposition de la population surtout démunie et vulnérable des services de justice alternative, assistance juridique, défense et protection des droits socio-économiques des citoyens) ;
- Renforcer les capacités des acteurs des secteurs de la société civile en matière de protection de l'environnement et de défense des droits ;
- Apporter aux peuples autochtones et autres populations menacés un appui à une autopromotion respectueuse de leur environnement et de leur culture ;
- Informer, éduquer et sensibiliser sur les questions liées à l'environnement et aux droits de l'homme ;
- Contribuer à la gestion durable des ressources naturelles et à la lutte contre le changement climatique ;
- Promouvoir la prise en compte du genre et des minorités dans la mise en œuvre des politiques et programmes de développement.

# Principaux changements significatifs obtenus

Les changements significatifs obtenus par GDA dans le cadre de la mise en œuvre de ses principales activités entre 2021-2022. Ces changements s'observent en ce qui concerne la lutte contre la conversion des forêts primaires, l'influence des politiques

relatives à la gestion des ressources naturelles et aux droits des communautés, la promotion de l'agroécologie, le renforcement des capacités et de leadership de la société civile camerounaise.

## 1- LA CAMPAGNE CONTRE LA CONVERSION DES FORETS PRIMAIRES AU CAMEROUN

Suite à l'Avis au Public N° 0082/AP/MIN-FOF/DF/SDIAF/SC, publié le 15 Mai 2019 et signé par le Ministre des Forêts et de la Faune (MINFOF), Monsieur Jules Doret NDONGO, portant déclassement d'une partie de l'UFA 09 025 pour la production agricole, le Premier Ministre Joseph DION NGUTE signait le 11 Novembre 2019 le Décret N° 2019/4562 portant déclassement d'une parcelle de forêt de 60 000 hectares faisant partie de l'UFA 09 025 pour la production agricole autour du Parc National de Campo Ma'an dans l'arrondissement de Campo, Département de l'Océan, Région du Sud. Dès lors, GDA s'est engagé dans la campagne de plaidoyer contre la conversion de cette forêt primaire au profit d'une plantation de palmier à huile.

Notre campagne de plaidoyer a conduit au décret N° 2022/112 du 7 mars 2022 portant attribution d'une concession provisoire de 39 923 ha à l'entreprise Camvert SA signé du Président de la République réduisant ainsi la superficie de 60 000 ha convoitée par cette entreprise. Cette campagne a permis de préserver de la déforestation 20 077 hectares de forêt. Ce changement est survenu après plusieurs activités cumulées que sont :

### • Etudes et analyses légales

Plusieurs études ont été menées afin de rendre solide notre argumentaire notamment :

- L'Analyse légale des procédures de déclassement et d'attribution de la concession provisoire attribuée à CAMVERT SA. Ce document dans son analyse présente très clairement les différentes violations aussi bien de la loi forestière pour ce qui est du déclassement de cette forêt que de la loi foncière pour ce qui est de l'attribution de la concession provisoire. Ayant été présenté aux médias, ces derniers ont porté ledit document à l'attention de l'opinion publique. Aussi, cette analyse a été partagée avec les parties prenantes dans les secteurs forêts et fonciers au Cameroun. Cette analyse est téléchargeable via le lien suivant : <http://gdacameroun.org/download/312/> ;
- L'Analyse de l'impact négatif du projet agro-industriel CAMVERT sur la biodiversité de l'UTO de Campo Ma'an ayant montré les dommages réels et potentiels dudit projet aussi bien sur la faune et la flore de la zone de Campo et ses environs. Cette analyse est téléchargeable via le lien suivant : <http://gdacameroun.org/download/695/>

- La Publication conjointe Greenpeace Afrique-GDA du document "Camvert, un cauchemar récurrent" qui donné la parole aux communautés locales et autochtones exprimant leur crainte sur le projet ainsi qu'une investigation sur les propriétaires de cette entreprise (<http://gdacameroon.org/download/822/>);
- L'Analyse légale des arrêtés n°0011, 0012,

0013, 0014, 0015 du 16 février 2022 accordant des ventes de coupe dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet de développement dans le domaine national à Campo, où nous démontrons comment au nom d'un projet de développement, des forêts sont pillées. (<http://gdacameroon.org/download/893/>).



#### • Engagement des parties prenantes

Nos publications ont été partagées aux différentes parties prenantes nationales et internationales afin de les informer sur les risques de déforestations liés audit projet. Par la suite nous avons été reçus en audience au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), au Ministère de l'Economie du Plan et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) pour présenter et expliquer les griefs concernant l'installation du projet agro-industriel CAMVERT dans la localité de Campo Ma'an. Par ailleurs les hommes de médias ont effectué plusieurs missions journalistiques qui ont permis aux différents médias (télé, radio, presse

écrite et en ligne) de toucher du doigts les réalités du terrain et de prendre les avis des communautés face à l'arrivée du projet et des impacts déjà visible sur le terrain. ; Les publications subséquentes ont permis de lancer l'alerte au niveau National et International des conséquences d'un tel projet sur la vie des communautés, l'environnement et la biodiversité ;

#### • Cartographie des territoires de vie des communautés riveraines à la plantation agro-industrielle

Les cartes participatives de ressources et d'habitats de 06 communautés riveraines à la plantation agro-industrielle de pal-

mier à huile CAMVERT SA ont été réalisées notamment Nkoélon, Akak, Nazareth, Malaba, Mabiogo et Ebodjé. Ces cartes ont permis de voir que sur l'espace de 60000 ha préalablement demandé par CAMVERT, les communautés y entrent pour mener leurs activités de subsistances, culturelles et cultuelles. Il y a donc une superposition des espaces des communautés avec l'espace de Camvert. Les cartes produites ont conduit à la tenue d'un dialogue multi-acteurs au niveau local entre les communautés, le MINFOF représenté par les services de conservation du Parc National de Campo Ma'an, et du Parc Marin Manyange Na Elombo Campo, l'autorité administrative locale. La résultante de ce dialogue est la présentation par les communautés aux participants de l'impact de l'installation du projet agro-industriel sur leur espace de vie.

#### • **Renforcement du leadership communautaire contre la conversion des forêts à Campo**

Les capacités et le leadership des communautés locales et autochtones ont été renforcés à travers des ateliers et autres visites dans les communautés. Les leaders communautaires et chefs traditionnels à l'issue des différentes formations ont élaboré une stratégie de plaidoyer. Ils ont par exemple

saisi le Président de la République par écrit pour dénoncer la destruction de leur champ et la peur qui les animent du fait de la recrudescence des conflits Homme-faune.

Par ailleurs en vue de faire entendre leur voix et coordonner leur lutte les femmes des 17 communautés de Campo se sont regroupées autour de l'Association des Femmes Riveraines un Seul Cœur (AFRISC) – Campo qu'elles ont créées.

Des voyages d'échanges ont été organisés avec l'appui de SYNAPARCAM entre les communautés impactées par la plantation SOCAPALM à Dibombari, et les communautés riveraines de la plantation CAMVERT en cours de création. Les premières se sont déplacées vers les secondes pour partager avec ces dernières leur expérience en ce qui concerne les impacts négatifs qu'elles subissent ainsi que leurs stratégies de lutte pour engager l'entreprise SOCAPALM à plus de responsabilité afin que les riverains de CAMVERT soient mieux organisés, mobilisés et posent de bonnes actions pour défendre leurs forêts. Par ailleurs, certains leaders de ces communautés ont participé aux discussions aussi bien au Nigéria qu'en Côte d'Ivoire pour partager leurs vécus et apprendre des stratégies de luttes qui se font ailleurs en Afrique



## 2. Influence des lois/politiques/stratégies/pratiques au niveau national et international relatives à la gestion des ressources naturelles et aux droits des communautés

Pendant les deux années passées, notre travail d'influence des politiques et pratiques s'est focalisé sur :

- **L'influence des dispositions réglementaire et pratiques de collecte et de commercialisation des PNFL**

GDA a mené des actions pour réduire les barrières rencontrées par les communautés locales et autochtones dans la collecte et la commercialisation des produits forestiers non ligneux au Cameroun notamment en collaboration avec AAFEBEN. Ce qui a permis d'initier avec les détenteurs de titres forestiers du Département de la Boumba et Ngoko à savoir la Commune de Yokadouma, les entreprises forestières (SIM, STBK, etc) et les Parcs Nationaux (Lobeke, Boumba Bek), le dialogue en vue de faciliter l'accès des communautés à leurs espaces pour collecter les PFNL car sur les espaces traditionnels des communautés, l'on note de plus en plus une rareté en PFNL. De ce fait, la plupart des détenteurs de titres notamment la Commune de Yokadouma a pris des engagements verbaux afin de faciliter l'accès des communautés pour collecter les PFNL.

Aussi, 03 OSC partenaires de GDA notamment FORUDEF, CAD et AAFEBEN ainsi que les coopératives avec lesquelles ces dernières travaillent ont été informées sur les procédures d'obtention du permis de collecte des PFNL et de lettre de voiture à travers un document simplifié produit par GDA. (Ci-joint, le lien pour télécharger le guide d'information sur les processus de collecte et de transport des PFNL <http://gdacameroun.org/download/886/>).

- **Plaidoyer pour la publication de la stratégie nationale de l'huile de palme**

Au cours des deux années écoulées, GDA au niveau national a influencé le processus d'élaboration de la stratégie nationale du palmier à huile. De ce fait, avec le Coaching de GDA, 38 OSC camerounaises ont signé un document de position demandant instamment au gouvernement du Cameroun de faciliter la validation et le début de la mise en œuvre de la stratégie de palmier à huile durable du Cameroun développée depuis 2014 (09 ans maintenant), et sans réaction de la part du gouvernement (<http://gdacameroun.org/download/744/>). GDA, a de nouveau mobilisé quelques OSC le 31 août 2022 pour discuter du mutisme du gouvernement sur la question. Les 13 OSC, issues des secteurs de la forêt, de l'environnement et des droits des communautés ont décidé d'adresser une lettre au Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), qu'elles ont toutes signées, réitérant leur appel à la validation de la stratégie mais soulignant également l'importance du secteur de l'huile de palme dans la croissance économique du pays, les enjeux socio-environnementaux majeurs générés par le secteur du palmier à huile et les innovations en matière de durabilité contenues dans la version actuelle de la stratégie nationale pour le développement durable de la chaîne de valeur du palmier à huile, comme on peut le voir via le lien <http://gdacameroun.org/download/878/>. Cette lettre a été diffusée dans les médias et a été partagée avec les parties prenantes clés.

En conséquence, le Directeur de la Direction des Organisations Professionnelles Agricoles (DOPA), représentant le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, a tenu une réunion avec le GDA le 11 octobre 2022, dans les locaux dudit Ministère, pour discuter des obstacles liés à la publication de la stratégie nationale pour le développement durable de l'huile de palme, qui sont entre autres : les données obsolètes, le manque de moyens financiers pour recruter un consultant ou faciliter la mise en place d'un groupe de travail multi-acteurs pour la mise à jour de la stratégie, la divergence d'opinion entre les partenaires techniques et l'État sur le contenu du document, comme par exemple les partenaires qui préconisent la régénération des anciennes plantations alors que l'État préconise l'ouverture de nouvelles zones forestières pour la création de plantations de palmiers à huile afin de combler le déficit d'huile de palme au Cameroun.

• **Mobilisation des acteurs pour renforcer la mise en œuvre des actions contre les changements climatiques**

GDA a mobilisé les OSC, les communautés en prélude aux conférences des parties (COP) sur le climat de 2021 et de 2022 afin de demander d'une part de renforcer l'inclusion, l'élaboration et la mise en œuvre participative des politiques climatiques notamment la révision de la Contribution Déterminée au National (CDN) du Cameroun et le Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques et d'autre part de renforcer l'adaptation et la mise en œuvre des solutions aux changements climatiques adoptées pendant les COP. A cet effet, en 2021, 21 OSC avec le coaching de GDA ont élaboré et signé un communiqué demandant le renforcement de l'implication des OSC et des communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre des poli-

tiques climatiques. Ci-dessous, télécharger le communiqué final: <http://gdacameroun.org/download/805/>. Ce communiqué a été partagé avec les représentants d'OSC camerounaises participant à la COP 26 de Glasgow pour lecture dans les différents side events mais aussi au niveau national il a été partagé avec les ministères sectoriels concernés et diffusé dans les médias.

De concert avec d'autres organisations africaines réunies au sein de l'African Climate Justice Collective (ACJC) nous avons mené des actions pour présenter dans le cadre de la Contre Cop visant à porter la voix des communautés sur les réels problèmes que les communautés rencontrent du fait des changements climatiques en dénonçant les fausses solutions face aux problèmes. Par ailleurs GDA a signé plusieurs pétitions et notes de position pour demander à l'Union Européenne de développer et d'adopter une réglementation plus ambitieuse sans pénaliser les petits producteurs et protégeant les droits de l'homme.

Aussi, GDA, Both ENDS et plus de 40 groupes de justice environnementale et universitaires, en particulier du Sud, ont défini le contenu du Pacte transformateur pour l'eau (TWP) par le biais d'un processus de tables rondes en ligne qui promeut une gestion plus juste et équitable de l'eau dans le monde.

### 3. Promotion du respect des droits fonciers et forestiers traditionnels des communautés locales et autochtones

Ce plaidoyer pour le respect des droits fonciers et forestiers des PACL s'est focalisé sur :

- **Respect des droits des communautés dans les travaux de construction du barrage Nachtigal**

A la suite de la documentation et de la vulgarisation des impacts socio-environnementaux du barrage Nachtigal sur les communautés impactées par sa construction dans les arrondissements de Batchenga, Mbandjock et Ntui ; mais aussi après le renforcement des capacités de ces dernières sur les politiques de sauvegardes ainsi que les mécanismes de règlements de différends des bailleurs de fonds notamment celles de la Banque mondiale et de la BAD, les communautés affectées avec le coachi-

ng de GDA se sont mobilisées pour rédiger une plainte auprès du Compliance Advisor Ombudsman (CAO), du Mécanisme indépendant de recours (MIR) de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Panel d'Inspection. Cette plainte a été jugée recevable par les trois institutions après une mission d'évaluation dans les communautés le 01 er et le 02 août 2022 par le CAO et le MIR et celle du Panel d'Inspection le 01 et 02 septembre 2022. De ce fait, les communautés affectées et l'entreprise chargée de la construction et de l'exploitation du barrage hydroélectrique Nachtigal qui est la Nachtigal Power Hydroélectric Company (NHPC) sont engagées actuellement dans le processus de médiation afin d'arriver à un accord pour résoudre les revendications des communautés.



- **Sécurisation des terres traditionnelles des communautés riveraines de la plantation agroindustrielle SOCAPALM**

L'une des options qu'offre la loi forestière aux communautés pour sécuriser leurs espaces fonciers traditionnels est la création d'une forêt communautaire sur un espace de 5000 Ha renouvelable une fois après 25 ans. La communauté de Mbana avec le coaching de GDA a initié le processus de création d'une forêt communautaire pour faire face à l'accaparement de leurs terres traditionnelles par l'entreprise agro-industrielle SOCAPALM. Les résultats majeurs obtenus sont la création d'une entité juridique dénommée Association de Mbana, Bikele et Okokong (ADEMBO), la carte d'habitat et des ressources du village Mbana qui a abouti à un dialogue intercommunautaire pour clarifier les limites avec les communautés voisines notamment Nseppe Elog-Ngango assorti d'un procès-verbal signé par les parties.

- **Respect des droits des communautés autochtones autour des aires protégées**

Un protocole d'accord a été élaboré et signé entre le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et les communautés riveraines Baka regroupées au sein de l'Association Sanguia Baka Buma'a Kpodé (ASBABUK) concernant l'accès aux zones de ressources dans les Parcs Nationaux de Lobéké, Nki et Boumba-Bek. Trois années se sont écoulées depuis la signature du premier protocole d'accord le 26 février 2019 et il est temps de le renouveler.

La plateforme RACOPY coordonnée par INADES FORMATION dont GDA est membre conduit le processus de renouvellement. GDA dirige le comité de rédaction du consortium des organisations de la société civile pour les consultations et l'engagement des populations autoch-

tones Baka dans le cadre de la révision du protocole d'accord entre le MINFOF et ASBABUK. Le processus de renouvellement a été lancé en avril 2022 avec une phase de préparation qui visait essentiellement à développer la méthodologie, les outils de collecte de données, l'agenda, etc. et à produire un budget pour le renouvellement. La méthodologie adoptée a permis les phases de consultation et de collecte de données avec les principaux bénéficiaires, les peuples autochtones Baka, ainsi que d'autres parties prenantes pertinentes telles que les services de conservation des différents parcs nationaux concernés, les organisations à base communautaire (OBC) et les OSC locales, les autorités administratives, les autorités traditionnelles. Les données collectées ont permis la production d'un nouveau projet de protocole d'accord et l'évaluation SWOT de l'association Baka, ce qui a permis de restructurer ASBABUK pour la rendre plus forte et plus représentative.

Le Consortium et ASBABUK préparent le projet final du nouveau MoU qui sera présenté au MINFOF et aux autres parties prenantes pour amendements, validation et signature éventuelle de l'accord entre les deux parties.

## 4. La promotion de l'agro écologie

Nous avons entrepris un vaste programme de promotion de l'agroécologie. Nous avons procédé à l'accompagnement des communautés impactées par les travaux de la société CAMVERT S.A. Menant pour la plupart les activités agricoles, de collecte des PFNL, de pêche et de chasse, les communautés de cet arrondissement ont vu leurs activités être drastiquement impactées par les grands mammifères créant ainsi les problèmes de conflit Homme-faune. Ces problèmes de conflit Homme-faune, qui à nos jours prennent de l'ampleur au sein des villages, ont depuis 2019 causés la destruction des cultures réduisant les communautés à la famine, l'insécurité des biens et des personnes. C'est conscient de cela que nous avons entrepris d'accompagner ces communautés sur la valorisation des champs proches de leurs cases pour la mise en œuvre des pratiques agroécologiques au travers des séances de renforcement des capacités sur les bonnes pratiques agricoles notamment la diversification intelligente des cultures en champs ; de formation sur la multiplication des semences (macabo, bananier plantain, igname) et de l'accompagnement avec les semences locales (maïs, arachide, cacao, pistache, gombo...etc) ; ce qui a permis à ces communautés de valoriser un total de 21 ha de jachères pour améliorer leurs condition de vie misent à mal par le projet agro-industriel Camvert S.A.

D'autre part, afin de freiner la consommation de viande de brousse et de réduire la pression sur la biodiversité faunique autour du Parc National de Campo Ma'an et de ses environs, nous avons accompagné 13 ménages avec les poulets villageois dans l'optique que les bénéficiaires aient une source de protéines animales alternatives et que les poussins issus de leur élevage soient redistribués aux autres membres de la communauté pour que à leur tour, ils fassent l'élevage.

GDA a eu un partage d'expérience avec les

partenaires du Ghana et de la Côte d'Ivoire venus au Cameroun dans le cadre d'un projet commun Linking and learning sur l'agroécologie comme outil de sécurisation des espaces coutumiers contre les accaparements de terre mais également comme agriculture respectueuse de l'environnement et pour une alimentation saine. Ce qui a permis aux trois (3) pays d'élargir leurs connaissances sur les bonnes pratiques de l'agroécologie.



## 5. Renforcement des capacités de la société civile et la recherche dans le domaine de la gestion des ressources naturelles

GDA, en 2021 a évalué les obstacles institutionnels et juridiques liés à la participation des OSC aux politiques de gestion des ressources naturelles et à la prise de décision, et a formulé des propositions visant à lever ces obstacles et à progresser vers l'amélioration de l'espace civique au Cameroun. Une des faiblesses ressorties de l'étude était la faible collaboration et travail de groupe entre les OSC. De ce fait, la recommandation de redynamiser ou de créer une nouvelle plateforme de collaboration entre les OSC ainsi que la faible capacité des OSC à faire du plaidoyer pour changer les politiques et les pratiques en matière de gestion des ressources naturelles au Cameroun. GDA, a à cet effet formé 30 OSC dont AAFEBEN, FORUDEF, EGI, CAD et les 10 organisations membres de la Coalition des organisations de la société civile pour la gestion des ressources naturelles partenaires dans le Sud-Ouest Cameroun, et d'autre part les 10 organisations membres de la plateforme IFI Synergy

Group dont GDA assure le secrétariat, ainsi que d'autres organisations et communautés locales et autochtones avec lesquelles GDA intégraient au niveau local et national sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer ainsi que l'identification et l'analyse d'une chaîne d'investissement et d'approvisionnement d'un grand projet. Chaque OSC identifiait et élaborait une stratégie de plaidoyer sur un problème précis et la mise en œuvre de cette dernière est en cours. GDA a signé un accord de partenariat comme partenaire local du projet Fairfrontiers porté par le Resarch Institute for Humanity and Nature (RIHN) basé à kyoto au Japon. Ce partenariat vise à sélectionner des étudiants de formations diverses pour mener des recherches sur les dynamiques de frontières entre l'agriculture et la forêt. Cette approche à le double avantage qu'elle permet aux jeunes d'améliorer leurs capacités à faire la recherche mais aussi d'acquérir des connaissances pratiques au sein de GDA.



# Honneurs à nos partenaires



# La valeureuse équipe de GDA



Chacgom Aristide



Fonge Christaincia



Mba Mbia Danielle



Mbole Véronique



Mfoulou Bonny Alain Fabrice



Ndichia Priscilia



Nguena Mawamba Carrele



Nkwelle Ekane



Nkwelle Melle



Nyako Zacharia



Samba Karngong Emmanuel



Tchakounte Stéphane



Tsogo Awona Jean Henri



**Green  
Development  
Advocates**  
*For a Green Congo Basin*

B.P: 2969 Yaoundé - Cameroun  
Tél.: (+237) 222 20 80 59 / 679 65 85 15  
E-mail: [greendevadvocates@gmail.com](mailto:greendevadvocates@gmail.com)  
Web: [www.gdacameroun.org](http://www.gdacameroun.org)